

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Nous commencerons d'abord par souhaiter en retard une bonne rentrée aux personnels des services déconcentrés et ceux qui travaillent en EPLE, et en avance aux professeurs qui verront leurs élèves cette semaine.

Rentrée 2022, rentrée inédite ! En effet, la rentrée 2020 et 2021 avaient été marquées par le Covid et l'évolution de l'épidémie occupaient tous les esprits. Les derniers chiffres ministériels sont plutôt rassurants, le protocole pour l'instant allégé, et des mesures ont été anticipées pour la variole du singe. Espérons que les tests et masques sont déjà dans les écoles et établissements. Restons vigilants néanmoins, puisqu'en BFC, les chiffres sont légèrement à la hausse.

La rentrée 2022, elle, se caractérise par un manque criant de professeurs. Années après années, les postes non pourvus aux concours ont été en augmentation, pour atteindre 4 000 cette année. La préoccupation ministérielle est de s'assurer d'avoir un professeur devant chaque classe à la rentrée. Du jamais-vu !

Comment en est-on arrivé là ? Les causes sont nombreuses et l'institution, à tous les niveaux, a une part de responsabilité. La rémunération est un facteur clé, mais pas suffisant pour expliquer cette crise de vocations. Le manque de reconnaissance par l'institution et la société, les difficultés de mobilités géographiques, les conditions de travail difficiles en raison des réformes incessantes, des injonctions contradictoires, de la défiance de certaines familles, de l'augmentation du nombre d'élèves ayant des handicaps, des troubles du comportement ou des apprentissages dans les classes sans avoir les formations pour y faire face, l'augmentation et la concentration des difficultés sociales dans certains lieux, la multiplication des tâches annexes à l'enseignement, l'absence de perspectives de carrière... Les raisons sont nombreuses.

Dans notre département, pour cette rentrée, nous donnerons quelques exemples de mise en difficulté des stagiaires. Comment s'étonner alors que le métier n'attire plus ?

Dans le premier degré, l'académie de Dijon a fait le choix de proposer d'abord aux lauréats des concours les postes de stage, puis ensuite les postes restants aux personnes sur listes complémentaires. Certain-e-s ont renoncé au bénéfice du concours, car les postes restants ne pouvaient pas leur convenir. Pourquoi de ne pas avoir fait un seul et unique mouvement pour les lauréats et la liste complémentaire comme dans d'autres académies ?

Dans le second degré, nombreux sont les stagiaires qui n'ont pas pu prendre contact en juillet avec leur tuteur, car ils n'avaient pas ses coordonnées, et les établissements étant fermés, ils se sont retrouvés en difficulté sans rien pouvoir préparer, ne connaissant ni les niveaux, ni les

manuels utilisés. Pourquoi les coordonnées des tuteurs ne sont-elles pas communiquées dès juillet ?

Dans le 1er degré, des contractuels alternants vont se retrouver cette année avec des doubles niveaux, dont plusieurs avec des CM1-CM2 et des CP-CE1, alors qu'on leur avait dit qu'ils n'auraient ni CP, ni CM2. Est-ce les aider que de les mettre dès leur première année avec des niveaux particulièrement exigeants ?

Concernant la rémunération, nous savons que ce n'est pas dans cette instance que cela se joue, mais nous rappellerons que la rémunération des SOPA est simplement scandaleuse. Et si le salaire de rentrée dans le métier passe à 2000 euros nets, à en croire certaines déclarations, nous demandons que toute la grille de rémunération soit revue en conséquence.

Quant aux annonces du président sur une réforme (encore!) de la formation initiale, avec une formation qui commencerait dès l'année qui suit le bac, serait-il en train de réinventer les écoles normales ?

Pour conclure, nous reviendrons rapidement sur le pré-sommet organisé en juin par l'UNESCO autour de la thématique : **transformer l'éducation et le métier enseignant**. En reprenant un slogan cher au Sgen-CFDT, « **investir dans l'Éducation n'est pas un coût mais un investissement sur l'avenir** », l'Unesco a réuni au cours de ces journées plus de 130 ministres de l'éducation nationale venus de par le monde. Il était, pour le Sgen-CFDT, important d'y participer car les décisions prises internationalement vont, à un moment donné, impacter notre système éducatif. Nous constatons et déplorons le passage éclair du Ministre français de l'Éducation nationale !

En 25 ans, les systèmes éducatifs n'ont que peu changé malgré une société qui s'est profondément modifiée. On a certes adapté des choses mais sans vraiment répondre aux nouveaux enjeux éducatifs. Pour beaucoup de Ministres présents, il n'est plus possible de raisonner en silo en pensant que l'autre, le partenaire est un ennemi, un concurrent. **Les parents** doivent être responsabilisés et pour cela, il convient de remettre du collectif au sein de la société.

L'École ne peut faire bande à part et doit elle-aussi participer à ce mouvement.

En effet, **un enfant**, pour pouvoir être en position d'apprendre doit être dans la capacité de recevoir les enseignements. Il a pour cela besoin d'être rassuré socialement.

Les enseignants doivent pouvoir être informés pour agir en conséquences.

L'idée de vouloir Transformer l'Éducation et le métier enseignant pour mieux l'adapter aux nouvelles contraintes sociétales est un objectif louable que le Sgen-CFDT peut soutenir à la condition que le dialogue social soit réellement installé en amont.

Beaucoup de Ministres ont dans cette réunion affiché un discours volontaire pour mieux écouter, mieux préparer les systèmes éducatifs en promettant d'investir massivement dans l'Éducation. Cela devrait d'ailleurs se confirmer par la déclaration solennelle qui se déroulera au Siège de l'ONU le 19 septembre prochain. **Pour le Sgen-CFDT, au delà de ces mots, il faudra surtout et avant tout des actes.**